

REGAZ souhaite tout d'abord réaffirmer sa volonté de mettre en œuvre ce projet qui revêt une importance stratégique pour l'évolution de nos métiers et notre ambition de s'inscrire pleinement dans l'incitation à la maîtrise des consommations d'énergie.

Le projet de plan d'affaire qui a été construit par REGAZ (dit « projet final » dans la CP) permet, compte-tenu des enjeux et des risques d'une telle opération, d'en garantir raisonnablement le succès.

Ce projet a fait l'objet de propositions d'ajustements de la part du consultant, nous avons eu de nombreuses reprises eu l'occasion de réagir à ces propositions, et nous avons bien noté, et avec satisfaction, que la CRE a su entendre certaines de nos positions.

Ainsi, le « projet ajusté » (tel qu'il figure dans la consultation) répond à notre demande concernant la prise en compte de la chronologie de déploiement, la révision des coûts de relève, ainsi que les coûts de location liés à l'utilisation du réseau de transmission de Bordeaux Métropole.

A contrario REGAZ souligne qu'en tant que GRD local il ne bénéficie pas des mêmes moyens que le GRD National, et qu'il est indispensable que les coûts retenus pour la construction du plan d'affaires soient adaptés à sa taille et à son organisation (comme le souligne à juste titre la CRE dans sa CP). Nous constatons que le « projet réajusté » tel que présenté ne tient que très peu compte de l'application d'un effet d'échelle.

Nous souhaitons par ailleurs souligner que les hypothèses retenues pour estimer le bilan économique du projet industriel de REGAZ Bordeaux, et notamment le taux d'actualisation à 5%, sont susceptibles de varier dans le cadre des dispositions qui seront retenues par la CRE concernant l'ATRD5 des ELD. Une variation de ce taux aura une incidence significative sur la VAN du projet. Le SPEGNN s'étant déjà prononcé par ailleurs sur ce sujet, REGAZ est en accord et sera attentif à l'impact de ces décisions sur son projet de déploiement des compteurs évolués.

REGAZ souhaite donc réaffirmer sa position sur les points suivants pour lesquels nous n'avons pas été entendus, et qui pèseront dans notre décision de lancement de ce projet :

En ce qui concerne les coûts :

- Les coûts d'acquisition retenus pour les compteurs G4 sont identiques aux coûts reconnus pour GRDF, alors que les volumes sont plus de 50 fois inférieurs pour REGAZ, avec des frais spécifiques de logistique. Il est peu probable, malgré l'efficacité de nos structures, que nous soyons en capacité de négocier les mêmes tarifs auprès des constructeurs de matériels.
- Les coûts de construction du SI ont été réajustés à hauteur de 24%. Nous rappelons ici que les outils nécessaires au projet des compteurs communicants sont les mêmes quelle que soit la taille de la société ELD ou GrDF. Nous estimons que notre évaluation est sans commune mesure avec les montants engagés par l'opérateur National.
Le projet de REGAZ nécessite de mener en parallèle 5 sous-projets informatiques majeurs : Traçabilité des compteurs, - Plateforme d'acquisition, - Sécurisation, - Outil de SID, - Impact sur le SI de gestion actuel. L'amputation d'un quart des coûts aura une incidence obligatoire sur le planning tel que prévu initialement, et les charges non reconnues devront être supportées par REGAZ si nous devons maintenir nos engagements de délais...
- Les coûts de MOE, d'AMOE, de pilotage, d'accompagnement et de formation ont été ajustés de 76%. Le principe évoqué pour procéder à cette suppression est l'application de ratios de GRDF. Nous constatons ici que la prise en compte de l'effet d'échelle est largement insuffisante et doit être revue.

En ce qui concerne la régulation incitative :

- REGAZ est favorable à l'introduction d'un dispositif de régulation incitative, cela doit contribuer , dans la durée, à nous encourager pour garantir le succès du projet. Il est toutefois indispensable que les objectifs soient atteignables, adaptés à notre taille, et que les pénalités éventuelles ne fassent pas peser un risque trop important sur notre entreprise.
- Les principes proposés par la CRE concernant le mécanisme de régulation conviennent à REGAZ, nous souhaitons cependant faire les remarques suivantes :
 - Calendrier : les hypothèses initiales de planning de déploiement telles que transmises à PMP étaient basées sur une date de délibération de la CRE en mai 2017 pour une décision de lancement du projet par le Conseil d'Administration de REGAZ en juin 2017. A ce jour, compte tenu des propositions d'ajustement à la baisse, le plan d'affaires a été remis en question dans l'attente de la délibération de la CRE, et le projet suspendu. En conséquence il conviendra de se rapprocher afin d'étudier le maintien possible d'une date de démarrage de déploiement industriel en janvier 2019 dans l'éventualité de reprise du projet. Par ailleurs, lors de cette étude de planning, il conviendra de prendre en compte l'effet des ajustements concernant les coûts de MOE et d'AMOE qui se traduisent par une diminution des moyens humains alloués et engendrent des risques supplémentaires de dérapage sur le planning de déploiement.
 - Construction du SI : Le mécanisme d'incitation exclue les coûts d'investissement dans les systèmes d'information, alors même que ces coûts font l'objet d'ajustements à hauteur de 24%. Ces dispositions ne sont pas, à notre avis, un signe fort d'encouragement.
 - La régulation incitative des coûts d'investissement de comptage conviendra à REGAZ dans la mesure où la fixation du coût de référence prendra suffisamment en considération l'effet d'échelle que nous avons évoqué précédemment.